L'ENSEIGNEMENT DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE DANS LE CADRE DU LYCÉE INTÉGRÉ DE L'INSTITUT FÉDÉRAL D'ÉDUCATION, DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE D'AMAPÁ (IFAP)

ARTICLE ORIGINAL

COSTA, Pedro Henrique Maia¹, COSTA, Susane de Almeida Aranha², FECURY, Amanda Alves³, DENDASCK, Carla Viana⁴, OLIVEIRA, Euzébio de⁵, DIAS, Claudio Alberto Gellis de Mattos⁶

COSTA, Pedro Henrique Maia. Et al. **L'enseignement de la Constitution fédérale dans le cadre du lycée intégré de l'Institut fédéral d'éducation, de science et de technologie d'Amapá (IFAP)**. Revista Científica Multidisciplinar Núcleo do Conhecimento. An 06, Ed. 04, Vol. 10, p. 123-139. avril 2021. ISSN: 2448-0959, Lien d'accès: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/education-fr/integre-de-linstitut>, DOI: 10.32749/nucleodoconhecimento.com.br/education-fr/integre-de-linstitut

RÉSUMÉ

Notre Constitution fédérale de 1988 a placé l'éducation comme un droit fondamental dans la liste des droits sociaux. L'un des objectifs de l'Éducation est d'assurer et de préparer l'élève à l'exercice du citoyen. Les propositions mises en évidence n'ont pas pour but de former un baccalauréat en droit, mais plutôt un citoyen conscient, qui reconnaît ses droits et devoirs fondamentaux devant la société et l'État. L'objectif de cette recherche est de vérifier la possibilité réelle d'introduire l'étude de la Constitution fédérale (CF) dans l'IFAP, sur la base des connaissances de ces étudiants sur les compréhensions de base sur la Constitution fédérale. Des questionnaires structurés ont été utilisés avec des questions fermées et ouvertes, de caractère dissertation et d'autres de caractère objectif, appliqués en janvier 2018 aux participants concernés, à l'aide de *Google Forms*. Le lycée brésilien, examiné à partir d'une coupure ponctuelle dans le cours technique dans les bâtiments sous la forme

¹ Ingénieur civil, professeur et chercheur à l'Institut d'éducation fondamentale, technique et technologique de l'Amapá (IFAP), étudiant du Programme d'études supérieures Lato Sensu en formation professionnelle (IFAP).

² Avocat, professeur de lettres, troisième cycle en méthodologie de l'enseignement de la langue anglaise (UNITER) et droit civil et commercial (DAMASO).

³ Biomédical, PhD en maladies tropicales, professeur et chercheur du cours de médecine du campus de Macapá, Université fédérale d'Amapá (UNIFAP).

⁴ Théologien, Docteur en psychanalyse, chercheur au Center for Research and Advanced Studies - CEPA.

⁵ Biologiste, PhD en maladies tropicales, professeur et chercheur du cours d'éducation physique, Université fédérale du Pará (UFPA).

⁶ Biologiste, Ph.D. en recherche théorique et comportementale, professeur et chercheur du cours de chimie de l'Institut d'éducation fondamentale, technique et technologique de l'Amapá (IFAP) et du Graduate Program in Professional and Technological Education (PROFEPT IFAP).

intégrale de l'IFAP, campus de Macapá, ne peut pas se conformer aux recommandations des CF et de la LDB selon le résultat du questionnaire appliqué aux étudiants. Cet enseignement occupe une place privilégiée dans la formation éducative brésilienne, entre le primaire et le supérieur. Les étudiants se montrent enthousiastes quant à la possibilité de mettre en œuvre des scans de base dans le cours technique dans les bâtiments de l'IFAP, campus de Macapá, même si en option.

Mots-clés: EPT, Droit, Éducation, Constitution, Lycée.

INTRODUCTION

Notre Constitution fédérale de 1988 a placé l'éducation comme un droit fondamental dans la liste des droits sociaux, consacrant constitutionnellement son importance pour la formation et la vie dans la société. L'éducation d'une population est une condition indispensable au développement d'un État que ce soit dans le domaine social, culturel, économique et scientifique (BRASIL, 2012).

La Constitution de la République fédérative du Brésil de 1988 (CFRB/1988) prescrit, à l'article 1, que : « la République fédérative du Brésil, formée par l'union indissoluble des États et des municipalités et du district fédéral, constitue un État de droit démocratique et a comme fondements : II – citoyenneté ; [...] » (BRÉSIL, 2012).

Selon ANTONELLO et NOREMBERG (2016), la citoyenneté est un statut dans lequel, si son objectif principal est d'atteindre la plénitude de l'exercice des droits fondamentaux inhérents à l'individu, un statut intrinsèquement lié au régime politique, puisque c'est par ce biais que le citoyen, par l'intermédiaire de ses représentants, réalisera son droit aux politiques publiques, c'est-à-dire une éducation exemplaire, la santé, la sécurité, entre autres.

La Loi sur les lignes directrices et les bases de l'éducation brésilienne (LDB 9394/96) est la législation qui régit le système éducatif (public ou privé) du Brésil, de l'éducation de base à l'enseignement supérieur. L'un des objectifs de l'Éducation est d'assurer et de préparer l'étudiant à l'exercice du citoyen, l'idée de cet article est de discuter de la meilleure façon d'atteindre cet objectif, en fondant et en justifiant toutes les positions prises (BRASIL, 2016).

Le 16 février 2017, l'actuel président Michel Temer a sanctionné la loi n° 13 415 réformant le lycée, mais cette réforme dépendra directement de l'élaboration de la nouvelle base nationale commune de programmes d'études (BNCC), qui devrait être approuvée plus tard cette année 2018. Le nouveau lycée a été édité par mesure provisoire (MP) suivant strictement les exigences prévues dans la Constitution fédérale, mais certains experts considèrent cette forme d'action comme un recul.

RC: 83561

Disponível em: <https://www.nucleodoconhecimento.com.br/education-fr/integre-de-institut>

social, puisque les changements auraient dû être ouvertement discutés avec la société, et non mis en œuvre par l'intermédiaire du député (BRASIL, 2017).

La Loi sur les lignes directrices et les bases de l'éducation brésilienne (LDB 9394/96), aux articles 2 et 22, établit que l'éducation vise le plein développement de l'étudiant et sa préparation à l'exercice de la citoyenneté, assurée par l'éducation de base. Mais pour atteindre cet objectif, il est essentiel de démocratiser les connaissances juridiques au sein de la société (BRASIL, 2016).

Dans la recherche de ce succès, actuellement, la loi a été observée avec d'autres yeux, non plus avec une vision positiviste et restreinte, mais maintenant comme une connaissance nécessaire et indispensable pour la vie de l'individu. Cependant, il est palpable l'ignorance qu'une partie importante du peuple brésilien présente par rapport aux bases de la Constitution fédérale, cette perception a été confirmée par une recherche datasenate faite exclusivement pour une édition spéciale en 2013 (SASSE, 2013)

Selon MORAES (2013), « il existe de nombreuses raisons d'inclure les matières juridiques au secondaire. Mais l'essentiel est de former un citoyen, des individus qui forment des opinions, bien informés de leurs droits et devoirs. Toutefois, si l'intention est la bonne formation des citoyens par le biais de connaissances juridiques, il est prudent de montrer que, d'une certaine manière, cette idée est déjà respectée au Brésil, même d'une manière naissante et ponctuelle.

Le Statut de l'enfant et de l'adolescent (ECA) a été établi par la loi n° 8 069 le 13 juillet 1990. Il régit les droits et assure la pleine protection des enfants et des adolescents inspirés par les principes constitutionnels. Bien que la CEA soit une loi en vigueur depuis 1990, il y a eu un certain nombre de difficultés et de défis pour sa mise en œuvre dans la société brésilienne. Le principal responsable de la protection et de l'application des droits des enfants et des adolescents sont, outre la société en général, la famille et les pouvoirs publics (SARAIVA, 2017).

L'Association du Barreau brésilien (OAB) a créé un projet d'enseignement pour les écoles secondaires au Brésil, appelé OAB va à l'école qui a commencé en 1993 à l'initiative du conseiller de l'OAB SP et président de la Commission de la citoyenneté et de l'action sociale, à l'époque, Nelson Alexandre da Silva Filho, dans la ville d'Osasco, et élargi dans tout le Brésil, couvrant environ 20 millions d'élèves des écoles publiques. Plusieurs écoles publiques brésiennes ont été envisagées dans le cadre du projet, dans le but de clarifier le rôle de l'OAB elle-même dans l'État et son fonctionnement, en plus de contribuer à la citoyenneté des étudiants par le biais de conférences, de livrets, de films éducatifs et, bien sûr, de débats qui stimulent leur intérêt pour les connaissances juridiques. (SILVA FILHO, 2004).

DIAS et DE OLIVEIRA (2015) présentent quelques suggestions concernant le contenu fondamental du droit qui peut être intégré dans l'enseignement régulier, à

savoir les concepts des droits de l'homme, du Statut des enfants et des adolescents, des droits des consommateurs, notamment en mettant l'accent sur le marché électronique, l'éducation fiscale et aussi les voies de la justice.

MORAES (2013) estime qu'il serait d'une grande valeur sociale d'inclure au secondaire les disciplines suivantes : introduction au droit, droits et garanties constitutionnels, droit pénal, droit civil et lois claires, comme l'étude de certaines lois telles que le Statut des enfants et des adolescents. L'étudiant aurait également besoin d'avoir des connaissances de base sur l'administration publique, la hiérarchie des pouvoirs, la création et la promulgation de lois.

Les propositions mises en évidence n'ont pas pour but de former un baccalauréat en droit, mais plutôt un citoyen conscient, qui reconnaît ses droits et devoirs fondamentaux devant la société et l'État.

OBJECTIF

Vérifier la possibilité réelle d'introduire l'étude de la Constitution fédérale (CF) dans l'IFAP, sur la base des connaissances de ces étudiants sur les connaissances de base sur la Constitution fédérale.

MÉTHODE

Des questionnaires structurés ont été utilisés avec des questions fermées et ouvertes, de caractère dissertation et d'autres de caractère objectif, appliqués en janvier 2018 aux participants concernés, à l'aide de *Google Forms*.

Le public cible était composé de 20 membres du corps professoral du cours technique collégial de construction sous forme intégrale, de pédagogues et de coordinateurs de cours techniques sous forme intégrale, du directeur de l'enseignement et du directeur général de l'IFAP, campus de Macapá, en plus de certains avocats appartenant à l'OAB dans l'État d'Amapá, employés de l'IFAP lui-même. Un autre questionnaire avec des questions fermées, de caractère objectif, a été appliqué à 106 étudiants des cours techniques des bâtiments ifap sur le campus de Macapá sans préavis, divisés en cinq sections pour vérifier le degré de connaissance qu'ils présentaient par rapport à la visibilité sociale des trois pouvoirs dans la sphère municipale, au fil de base de la Constitution fédérale et en ce qui concerne les principes de justice, découlant des coutumes et/ou du bon sens d'une société.

RÉSULTATS ET DISCUSSION

L'analyse quantitative et qualitative visait à regrouper les questions par des sections spécifiques d'éléments à étudier afin de faciliter l'interprétation des données et la discussion des résultats.

QUESTIONNAIRE APPLIQUÉ AU PERSONNEL TECHNIQUE DE L'IFAP

En analysant la figure 01, on peut observer que la majorité des participants à ce questionnaire sont âgés d'une trentaine d'années, dont la plupart ont 32 ans. Ce résultat est dû au fait que l'Ifap est une institution récente, où il y a une entrée constante de professionnels pour répondre à la demande croissante du public cible (IFAP, 2021).

Figure 01 Nombre d'personnes interrogées selon l'âge.

Figure 02 : Pourcentage de personnes interrogées selon le sexe.

La figure 02 montre un plus grand nombre de personnes interrogées par des hommes, plus de deux fois plus de femmes, ce qui n'a pas été démontré dans les résultats du questionnaire appliqué aux élèves, qui a démontré une certaine homogénéité par rapport au sexe. C'est le reflet du plus grand nombre d'hommes sur le marché du travail brésilien (NÓBREGA et coll., 2019).

En ce qui concerne la profession ou le poste, la figure 03 présente un résultat attendu, dans lequel le plus grand nombre de répondants étaient des enseignants de la base d'enseignement nationale commune du cours technique dans les bâtiments, puisque les disciplines de la BNCC accumulent environ 69 % de la charge de travail totale du cours (IFAP, 2019).

Figure 03 Nombre interviewé selon la profession ou le poste.

Figure 04 Nombre interviewé en fonction de l'expérience professionnelle.

À la figure 04, nous notons que la plupart des personnes interrogées n'ont pas une vaste expérience professionnelle, même si les résultats sont jugés très pertinents, parce que toutes les personnes interrogées sont des fonctionnaires qui n'ont pas besoin d'omettre ou de déformer les réponses pour des raisons d'autres (BRASIL, 1990).

Lorsqu'on leur a demandé si elles avaient déjà lu ou manipulé (placage) les CF, 90 % ont répondu positivement, comme en témoigne la figure 05 et la majorité a indiqué que la partie qui a attiré leur attention était les « droits et garanties fondamentaux », en particulier l'article 5 et le droit social à l'éducation, énumérés à l'article 6, montrant que la plupart des professionnels accèdent à la Carta Magna pour connaître leurs droits et garanties et, logiquement, sur le domaine de l'éducation, puisque la plupart des personnes interrogées sont des enseignants et travaillent dans le domaine de l'enseignement (BRASIL, 1990).

Figure 05 Pourcentage de personnes interrogées qui ont lu ou manipulé (feuilleté) les CF.

En ce qui concerne le degré de connaissance que les participants à l'entrevue considèrent avoir par rapport aux CF de 1988, 55 % d'entre eux considèrent qu'ils n'ont pas suffisamment de connaissances pour l'exercice complet de la citoyenneté, 40 % considèrent avoir une connaissance suffisante et un seul avocat a considéré avoir une excellente connaissance de notre Constitution fédérale, ce à quoi il faut s'attendre, parce qu'elle agit directement avec le sujet demandé, ce résultat peut être démontré dans les chiffres 06, qui démontrent un équilibre sur le degré de

connaissance des participants par rapport aux CF (FONSECA et FERNANDES, 2020).

Figure 06 Degré de connaissance par rapport au nombre de personnes interrogées en 1988 - A); B) pourcentage de répondants

Interrogée sur la pertinence de l'enseignement des bases de la Constitution fédérale dans l'enseignement de base actuel, la grande majorité a estimé que cet enseignement était extrêmement important pour les étudiants, même s'il était dans sa forme de base, contribuant à la croissance intellectuelle et humaniste des étudiants (LORENSET et al., 2021).

En ce qui concerne la connaissance de certains projets de loi dans le but d'officialiser l'enseignement du droit à l'école, seulement 20 % ont répondu avoir des connaissances (figure 07) et ont cité principalement le projet de loi du sénateur Romário, bien que superficiellement constaté que ce projet de loi est le plus connu de la communauté universitaire (ROMARIO, 2021).

Figure 07 Pourcentage de répondants qui connaissent un projet de loi dans le but d'officialiser l'enseignement du droit dans les écoles.

Lorsqu'on les a abordés sur le contenu des sommes fondamentales de la Constitution fédérale qui devraient être enseignées aux étudiants de l'éducation de base, les principaux sujets mentionnés étaient : droits et garanties fondamentaux, citoyenneté, principes fondamentaux, statut des enfants et des adolescents et droits de l'homme. Du point de vue de 40 % des personnes interrogées, ces contenus devraient être étudiés à la fois à l'école primaire et au secondaire et, comme le montre la figure 08, aucune personne interrogée n'a choisi l'alternative d'étudier ces contenus uniquement dans l'enseignement supérieur, ce qui démontre déjà une tendance favorable à la mise en œuvre de cet enseignement dans l'enseignement de base (HOHENDORFF et al., 2020).

Figure 08 Avis sur la scène selon que l'enseignement des principes de base des CF devrait être étudié - a) un certain nombre de personnes interrogées; b) pourcentage de répondants.

On a demandé aux personnes interrogées si elles avaient l'occasion, tout au long de leur vie universitaire, d'étudier des sujets tels que l'Organisation sociale et politique du Brésil (OSPB) et l'Éducation morale et civique (EMC), 55 % des personnes interrogées n'ont jamais étudié de telles matières et 45 % ont eu l'occasion de les étudier tout au long de leur vie universitaire. Cela reflète l'âge des personnes interrogées, car les personnes âgées de plus de 35 ans ont probablement terminé l'éducation de base à l'époque du régime militaire, période au cours de laquelle ces matières ont été largement diffusées dans l'éducation de base dans les écoles publiques (AMARAL e CASTRO, 2020). La plupart des répondants qui ont répondu positivement à la question ont soutenu que ces disciplines ont contribué à la formation d'une pensée plus critique, que les individus sont plus conscients de leurs droits et devoirs et qu'ils sont mieux préparés à l'exercice de la citoyenneté (TAVARES et al., 2020).

Selon la possibilité de mettre en œuvre l'enseignement des sommes de base de la Constitution fédérale dans le scénario actuel de l'éducation brésilienne, seules deux personnes interrogées, un enseignant du noyau commun et un du noyau spécifique, se sont opposées à cette proposition, affirmant une charge de travail élevée dans l'éducation de base et le fait que cette proposition devait partir du ministère de l'Éducation (MEC) pour être mise en œuvre. , sinon il serait irréalisable. D'autre part, la majorité des répondants étaient en faveur de la proposition, affirmant que les progrès technologiques faciliteraient cet enseignement, en plus de promouvoir un changement graduel dans le scénario politique brésilien actuel et une sensibilisation accrue des citoyens à leurs droits et devoirs (TAVARES et al., 2020).

QUESTIONNAIRE APPLIQUÉ AUX ÉTUDIANTS DU COURS TECHNIQUE IFAP

La figure 9 montre que la majorité des élèves qui ont participé à la recherche ont entre 15 et 18 ans, cela est dû au fait que les personnes interrogées sont des élèves du secondaire sous la forme intégrale qui correspondent à ce groupe d'âge. Nous avons également détecté que la plupart des participants avaient 15 ans, ce résultat est confirmé par le graphique de la figure 10, qui explique que la plupart des élèves qui ont répondu au questionnaire sont inscrits en 1^{ère} année, c'est-à-dire qu'ils commencent à faire des élèves du secondaire avec une moyenne d'âge de 15 ans (IFAP, 2019).

Figure 09 Répartition des élèves participants selon l'âge.

Figure 10 Répartition des élèves participants selon la note ou l'année.

Sur les 106 étudiants qui ont participé à la recherche, 56 sont des hommes et 50 sont des femmes, ce qui démontre un équilibre par rapport au sexe des personnes interrogées, ce résultat peut être démontré à la figure 11, où ces chiffres montrent que 52,83 % des personnes interrogées sont des hommes et 47,17 % sont des femmes (IBGE, 2010).

En ce qui concerne le revenu familial, le chiffre 12 montre que la majorité du public interrogé appartient à la classe pauvre. Il s'agit du public de l'école secondaire sous la forme intégrale de l'IFAP, quel que soit le campus ou le cours, reflétant de la même manière la pyramide des revenus du Brésil (IBGE, 2021).

Figure 11 Répartition des élèves participants selon le sexe.

Figure 12 Répartition des étudiants participants en fonction du revenu familial.

Il s'interroge sur l'emplacement spatial des trois puissances à Macapá. La connaissance de l'emplacement des trois puissances dans l'espace urbain témoigne de leur importance sociale. Le résultat a montré que l'exécutif est le plus visible, suivi par le législateur et enfin le pouvoir judiciaire, comme le montre la figure 13, où 44,65% des personnes interrogées ont répondu correctement aux questions sur la notoriété du pouvoir exécutif. Ce reflet de la visibilité sociale des trois pouvoirs est dû à un investissement plus important de l'exécutif et du législatif dans les médias que le pouvoir judiciaire, principalement parce que ses occupants sont élus par le peuple, ce qui rend cette notoriété de plus en plus nécessaire à leur promotion personnelle, tandis que les occupants du pouvoir judiciaire, pour la plupart, ils prennent leurs fonctions par appel d'offres public, c'est-à-dire qu'ils sont fondés sur le principe de méritocratie pour occuper le poste et n'exigent pas le vote populaire (FIGUEIREDO, 2019).

Figure 13 Visibilité sociale des trois pouvoirs constitutifs à Macapá.

Les quatre chiffres ci-dessous (14 à 17) font une corrélation entre la visibilité sociale des 3 puissances de Macapá et les facteurs qui pourraient influencer cet indice de notoriété. Parmi les quatre facteurs étudiés, celui qui présentait une ligne de tendance plus évidente était celui qui rapportait la visibilité sociale et la série/année des participants, indiqués à la figure 15, où il a été détecté que la visibilité sociale des trois pouvoirs augmente à mesure que les élèves passent à la prochaine année.

Figure 14 Visibilité sociale des trois pouvoirs constitutifs à Macapá selon l'âge.

Figure 15 Visibilité sociale des trois pouvoirs constitutifs à Macapá selon la série/année.

Figure 16 Visibilité sociale des trois pouvoirs constitutifs à Macapá selon l'âge.

Figure 17 Visibilité sociale des trois pouvoirs constitutifs à Macapá selon l'âge.

Ce résultat peut être dû aux connaissances acquises à l'école, avec la famille ou avant la société, qui, avec la plus grande interaction sociale que les élèves acquièrent tout au long de leur vie, finissent par assimiler une plus grande quantité d'informations sur les pouvoirs constitutifs (SILVA FILHO, 2004).

La figure 18 montre que 49,01 % des réponses choisies par les personnes interrogées se sont trompées, sans tenir compte du pourcentage de 5,38 % de réponses vierges, ce que les participants ne connaissent probablement pas la bonne réponse. Cela montre que le texte constitutionnel reste un bastion d'experts et que la grande majorité des étudiants n'ont probablement même jamais traité la Constitution fédérale, ce qui signifie qu'il ne fait pas la réalité de l'école secondaire sous la forme intégrale. Il n'est pas travaillé, discuté par les étudiants. Il est donc facile de supposer qu'ils ignorent certainement aussi leurs droits et devoirs fondamentaux qui y sont exprimés. Si, lorsqu'ils terminent leurs études secondaires, ils ne maîtrisent pas ces connaissances, il reste à croire qu'ils viendront tout au long de leur vie citoyenne, en cas de conflit, ou dans d'autres plus doux, s'ils viennent, lorsqu'un événement affecte leur liberté ou leur propriété (DIAS et DE OLIVEIRA, 2015).

Figure 18 : Résultat des questions sur les principes fondamentaux de la Constitution fédérale.

Les figures 19, 20, 21 et 22 ci-dessous montrent les résultats des questions posées dans la section sur les principes de base de la Constitution fédérale en ce qui concerne les facteurs d'âge, de grade/an, de sexe et de revenu familial, respectivement. Dans ces résultats, nous avons trouvé le pourcentage de réponses

correctes par rapport aux réponses aux questions sur le fils de base des CF selon les critères étudiés.

Figure 19 Pourcentage de réponses correctes sur les bases des CF selon l'âge.

Figure 20 Pourcentage de réponses correctes sur les bases des CF selon la série/année.

Figure 21 Pourcentage de réponses correctes sur les bases des CF selon le sexe.

Figure 22 Pourcentage de réponses correctes sur les bases des CF en fonction du revenu familial.

Bien que les graphiques de la figure 19 et 20 présentent certaines distorsions dans leurs lignes de tendance, nous pouvons remarquer un pourcentage plus élevé de réponses correctes que les élèves avancent à la prochaine année et, par conséquent, ont un âge plus élevé, c'est le résultat d'une interaction sociale majeure de la part de l'enquête. La distorsion des deux dernières colonnes des deux graphiques susmentionnés reflète probablement l'insondabilité de ces étudiants avec le questionnaire ou parce qu'ils sont pour la plupart des étudiants réguliers qui ne montrent pas d'intérêt pour le processus d'enseignement et d'apprentissage de l'établissement (ALMEIDA e ALVES, 2021).

Nous pouvons également noter à la figure 21 un équilibre dans les bonnes réponses des personnes interrogées, ce qui reflète que ce facteur n'interfère pas directement dans les résultats obtenus. En ce qui concerne la figure 22, nous avons constaté une légère tendance des répondants ayant un revenu familial plus élevé à présenter un taux plus élevé de réponses correctes, mais cette influence n'est pas très importante et peut être facilement remise en question (FERREIRA e LEISMANN, 2020)

Le résultat de la figure 23 montre que la plupart des personnes interrogées démontrent qu'elles ont des principes de justice et de philosophie essentiels à l'interaction sociale, ne présentant pas de contradictions dans leurs principes, bien

que nous détectons des réponses contradictoires et vierges de la part de certaines personnes interrogées.

Figure 23 Pourcentage d'étudiants qui démontrent avoir un certain principe de justice et de philosophie. Figure 24 Pourcentage d'élèves qui ont répondu aux réponses avec influence de leur vie sociale.

La figure 24 montre que peu d'étudiants ont l'intention d'assister au droit, ce qui était déjà prévu, puisque les personnes interrogées suivent des edifications, cours dans le domaine exact, ce qui reflète que l'intention d'assister à la loi n'a pas eu d'influence significative sur les réponses obtenues.

D'autre part, nous montrons que 52,83 % des personnes interrogées ont déjà été témoins d'un processus judiciaire à un moment donné de leur vie, ce qui a peut-être contribué à leurs réponses, c'est un avertissement pour la société, car il est de plus en plus essentiel que les citoyens aient une connaissance fondamentale du droit, puisqu'ils auront besoin de ces connaissances dans leur vie quotidienne (LOTTERMANN *et al.*, 2020).

Le point négatif est que peu d'élèves ont confirmé qu'ils ont répondu aux questions du questionnaire avec ce qu'ils ont appris à l'école, démontrant un échec dans l'enseignement, puisque la fonction sociale de l'école est la propagation et la démocratisation des connaissances nécessaires à la formation de citoyens conscients, participatifs et actifs dans la société, et ayant comme principes et objectifs de la République fédérative du Brésil dans la construction d'une société libre, juste et solidaire (LOTTERMANN *et al.*, 2020).

Bien que la figure 25 montre que seulement 35,85 % des élèves interrogés ont fait des commentaires, tous les commentaires écrits dans cette section, en général, étaient positifs. Parmi les commentaires des élèves, il y avait une homogénéité entre les sexes et pour les classes plus avancées, nous avons toujours obtenu un plus petit nombre de commentaires.

Figure 25 Pourcentage d'élèves qui ont commenté le questionnaire.

La plupart des commentaires consignés ont indiqué que le questionnaire était très intéressant et bien élaboré, corroborant la pertinence de l'étude des CF dans les écoles. Nous avons également constaté que certains élèves se sont réveillés par le manque de connaissances sur le sujet, signalant qu'ils n'avaient jamais appris cela à l'école (MORAES, 2013).

Nous avons eu des commentaires inattendus, comme le fait qu'un étudiant ne résidait pas dans la municipalité de Macapá, ce qui a entravé ses réponses sur l'emplacement spatial des pouvoirs. Un autre commentaire a déclaré que le questionnaire a suscité une plus grande appréciation de l'étudiant pour le cours de droit, qu'il a l'intention d'entrer, sans parler des jeux, typiques des étudiants de ce groupe d'âge, en utilisant des mots tels que: « top », dix, etc, pour décrire le questionnaire

CONCLUSIONS

Malgré les différents projets réalisés jusqu'à présent en ce qui concerne la mise en œuvre du droit dans les écoles de base, cet effort n'a pas encore réussi à atteindre l'ensemble de la nation brésilienne, mais c'est un effort à pratiquer avec responsabilité et espoir sur la voie d'une transformation sociale.

La bonne volonté de la majorité des sujets impliqués dans le changement de la réalité brésilienne a été perçue par l'enseignement d'une discipline d'une importance vitale. Cela a été vérifié dans les résultats des questionnaires, estimant que leur propre application était assez salubre, parce qu'elle a suscité des débats et des doutes parmi les personnes impliquées, ce qui a mis fin, d'une certaine manière, à la qualification des participants.

Le lycée brésilien, examiné à partir d'une coupure ponctuelle dans le cours technique dans les bâtiments sous la forme intégrale de l'IFAP, campus de Macapá, ne peut pas se conformer aux recommandations des CF et de la LDB selon le résultat du questionnaire appliqué aux étudiants. Cet enseignement occupe une place privilégiée dans l'enseignement brésilien, entre le primaire et le.

Les étudiants se montrent enthousiastes quant à la possibilité de mettre en œuvre des scans de base dans le cours technique dans les bâtiments de l'IFAP, campus de Macapá, même si en option.

RÉFÉRENCES

ALMEIDA, F. A.; ALVES, M. T. G. A cultura da reprovação em escolas organizadas por ciclos. **Revista Brasileira de Educação**, v. 26, p. 1-28, 2021.

AMARAL, D. P. D.; CASTRO, M. M. D. Educação moral e cívica: A retomada da obrigatoriedade pela agenda conservadora. **Cad. Pesqui.**, v. 50, n. 178, p. 1078-1096, 2020.

ANTONELLO, I. P.; NOREMBERG, A. **DIREITO E EDUCAÇÃO: a promoção da cidadania nas escolas brasileiras utilizando-se da disciplina de direito constitucional**. XII Seminário De Demandas Sociais E Políticas Públicas Na Sociedade Contemporânea. Santa Cruz do Sul RS: UNISC 2016.

BRASIL. LEI Nº 8.112, DE 11 DE DEZEMBRO DE 1990. Brasília DF, 1990. Disponível em: < http://www.planalto.gov.br/ccivil_03/leis/l8112cons.htm >. Acesso em: 17 mar 2021.

_____. **Constituição da República Federativa do Brasil (1988)**. DEPUTADOS, C. D. Brasília DF: Edições Câmara 2012.

_____. **LDB: Lei de diretrizes e bases da educação nacional – Lei nº 9.394, de 20 de dezembro de 1996**. Brasília DF: Edições Câmara 2016.

_____. **Novo Ensino Médio – DÚVIDAS**. MEC. Brasília DF: MEC 2017.

DIAS, L. S.; DE OLIVEIRA, L. B. Acesso à educação jurídica: pela inclusão do ensino jurídico na grade curricular do ensino regular. Rio de Janeiro RJ, 2015.

Disponível em: <

<https://periodicos.ufrn.br/constituicaoegarantiadedireitos/article/viewFile/8159/5897> >.

Acesso em: 13 jun. 2017.

FERREIRA, T. A.; LEISMANN, E. L. Lei anticorrupção: Conhecimento e percepção na academia a partir de diferentes condições socioeconômicas. **Administração de Empresas em Revistas** v. 2, n. 21, p. 216-234, 2020.

FIGUEIREDO, C. B. D. **As Funções Do Estado: O Princípio Da Separação De Poderes**. XVIII Jornada e Mostra de Estudos Jurídicos e Sociais. Santa Rosa RS: Faculdades Integradas Machado De Assis: 44-48 p. 2019.

FONSECA, C. J. D.; FERNANDES, L. F. A importância do conhecimento contábil matemático para a ciência jurídica: Uma revisão integrativa. **J Business Techn**, v. 17, n. 3, p. 116-135, 2020.

HOHENDORFF, R. V. et al. **“Você Sabia? O Direito te Desafia!”: Relato de Caso do Uso de Jogo de Tabuleiro com Cartas para Demonstrar a Alunos de Ensino Médio o Quanto o Direito pode ser Instigante**. Anais do V Congresso sobre Tecnologias na Educação (Ctrl+E 2020). João Pessoa PB 2020.

IBGE. População - Distribuição da população por sexo. Brasília DF, 2010.

Disponível em: < <https://brasilensintese.ibge.gov.br/populacao/distribuicao-da-populacao-por-sexo.html> >. Acesso em: 17 mar 2021.

_____. Contas nacionais - PIB per capita. Brasília DF, 2021. Disponível em: < <https://brasilensintese.ibge.gov.br/contas-nacionais/pib-per-capita.html> >. Acesso em: 17 mar 2021.

IFAP. **Resolução nº 67.2019 Consup**. Macapa AP: IFAP 2019.

_____. Histórico. Macapa AP, 2021. Disponível em: <

<https://www.ifap.edu.br/index.php/quem-somos/historico> >. Acesso em: 17 mar 2021.

LORENSET, R. B. C. et al. Direito e linguagem se (entre)laçam e se (con)fundem. **Anuário Pesquisa e Extensão Unoesc Xanxerê**, v. 6, p. 1-6, 2021.

LOTTERMANN, O.; SIQUEIRA, E.; CESARO, I. A. D. Mediações Do Conhecimento Escolar De Ensino Médio Com O Conhecimento Científico, O Mundo Do Trabalho E O Exercício Da Cidadania. **Contexto & Educação**, n. 112, p. 200-216, 2020.

MORAES, E. D. F. R. M. A importância da introdução de disciplinas jurídicas no ensino médio. **Magistro**, v. 8, n. 2, p. 27-45, 2013. Disponível em: < <http://publicacoes.unigranrio.edu.br/index.php/magistro/article/view/2119/997> >.

NÓBREGA, V. V. D.; CORRÊA, C. S.; JESUS, J. C. D. Diferenciais De Gênero No Mercado De Trabalho Brasileiro Em 2016 E 2017. Campinas, SP, 2019. Disponível em: < <https://abep.org.br/publicacoes/index.php/anais/article/viewFile/3556/3407> >. Acesso em: 17 mar 2021.

ROMARIO. Projetos de Lei. Brasília DF, 2021. Disponível em: < <https://romario.org/projetos/lei/> >. Acesso em: 17 mar 2021.

SARAIVA. **Vade Mecum**. 11. São Paulo SP: Saraiva, 2017.

SASSE, C. Pesquisa DataSenado mostra que poucos conhecem realmente a Constituição. 2013. Disponível em: < <http://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2013/10/25/pesquisa-datasenado-mostra-que-poucos-conhecem-realmente-a-constituicao-do-pais> >. Acesso em: 4 out. 2017.

SILVA FILHO, N. A. Projeto OAB Vai à Escola continua se expandindo. São Paulo SP, 2004. Disponível em: < <http://www.oabsp.org.br/noticias/2004/05/18/2413> >. Acesso em: 22 nov. 2017.

TAVARES, T. P.; MOTA, M. F.; FELDENS, D. G. O Ensino Moral E Cívico Como Princípios Educativos Na Formação Dos Cidadãos. **Interfaces Científicas** v. 8, n. 3, p. 422-433, 2020.

Soumis : Avril 2021.

Approuvé : Avril 2021.